

SOCIÉTÉ

#BAUPINGATE

ÇA SUFFIT !

APRÈS LES RÉVÉLATIONS ACCABLANTES DES ÉLUES VERTES
À L'ENCONTRE DU DÉPUTÉ DENIS BAUPIN, LES LANGUES SE DÉLIENT
ET LA COLÈRE GRONDE. JUSQU'À QUAND LES FEMMES DEVRONT-ELLES
SUBIR LE SEXISME ET LE HARCÈLEMENT ? ANALYSE ET TÉMOIGNAGES.

PAR ISABELLE DURIEZ, HÉLÈNE GUINHUT ET CATHERINE ROBIN

Alors cette fois, ce serait vraiment la bonne. Aucun retour en arrière possible ? Depuis que huit élues vertes ont levé l'omerta sur le harcèlement dont elles faisaient l'objet et, surtout, dévoilé le nom du supposé harceleur, le député de Paris Denis Baupin, le monde politique semble enfin ouvrir les yeux sur le scandale du sexisme en son sein. On pensait pourtant que l'affaire DSK avait déjà réveillé les consciences, bousculées par la suite par d'autres épisodes graveleux, comme les sifflements lourdauds devant la robe de la ministre Cécile Duflo à l'Assemblée, ou encore les caquètements insultants d'un parlementaire pendant une prise de parole de la députée Véronique Massonneau. À l'époque, en octobre 2013, plusieurs dizaines de députées et sénatrices s'étaient mobilisées, à l'initiative du journal ELLE, en posant dans la cour de l'Assemblée nationale pour dire leur indignation. Mais cela n'a pas suffi. C'est une tribune de femmes journalistes politiques parue dans « Libération » en mai 2015, puis une photo d'hommes à la bouche fardée postée sur les réseaux sociaux le 8 mars dernier qui ont mis le feu aux poudres. Et enfin délié les langues. À l'heure de la (timide) féminisation et d'un certain rajeunissement du personnel politique, ne pouvait-on pas imaginer que ces comportements d'un autre temps puissent enfin disparaître ? Il faut croire que non. Depuis les révélations de Mediapart et de France Inter, les témoignages affluent. À peine le scandale chez Europe Écologie Les Verts (EELV) révélé, une élue Les Républicains (LR), Aurore Bergé, racontait ainsi son pénible conseil d'agglomération, le soir même, lors duquel un collègue lui a lancé « Quand je te vois Aurore, j'ai envie de te faire une Baupin. »

« Nous sommes dans un monde où, dans les cas d'agressions sexuelles, pèsent sur les femmes la culpabilité et la honte, explique Clémentine Autain, conseillère régionale Front de gauche. Le monde politique est un univers guerrier où il n'y a pas de place pour les victimes. » « C'est le

reflet d'un rapport de force défavorable aux femmes, renchérit la politologue Mariette Sineau. Dans le monde politique, les hommes sont toujours ultra-dominants, non seulement en nombre, mais également dans la hiérarchie du pouvoir. Cette double domination donne à certains élus un sentiment de toute-puissance. Et tant que le rapport de force n'aura pas été inversé, il y aura toujours la tentation, pour certains,

“

**NOUS SOMMES
DANS UN MONDE
OÙ, DANS LES CAS
D'AGRESSIONS
SEXUELLES, PÈSENT
SUR LES FEMMES
LA CULPABILITÉ
ET LA HONTE**

”

CLEMENTINE AUTAIN
(FRONT DE GAUCHE)

d'agir en prédateurs. » Des prédateurs tout à fait conscients de leurs agissements selon Marilyn Baldeck, déléguée générale de l'AVFT (Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail) : « Denis Baupin ne pouvait ignorer la gravité de ses propos et de ses actes. Il dispose d'un capital social et culturel qui lui permet de savoir où se situe le dépassement de la norme. Être dans le sentiment de toute-puissance ne permet pas de dire qu'il y a abolition du discernement. » L'affaire Baupin aura ainsi eu le mérite de faire changer la honte de camp. Et de valoriser la parole des femmes victimes de harcèlement, trop souvent discréditée, alors même qu'elles ont réussi à passer la barrière de l'auto-censure. « Ce qui est remarquable, c'est que peu de gens ont remis en cause les propos des femmes qui ont témoigné, poursuit Marilyn Baldeck. Souvenez-vous combien Nafissatou Diallo ou Tristane Banon avaient été dénigrées, conspuées. Dans l'affaire Baupin, les témoignages sont si étayés, circonstanciés et nombreux, qu'ils sont difficilement attaquables. » Même s'il persiste d'indécrottables misogynes, tels Pierre Lellouche et ses « affaires de bonne femme » ou Bernard Pivot et son tweet indigne,

rapidement effacé : « On a beau dire, mais Strauss-Kahn, c'était autrement plus direct, vif, franc que Denis Baupin. »

Depuis leurs révélations, les quatre élues qui ont accepté de témoigner à visage découvert (lire pages suivantes) sont complimentées sur leur bravoure. « Ces femmes sont courageuses parce que tant que ○ ○ ○



Les visages du sexisme en politique (de haut en bas et de g. à dr.) : Jean-Michel Baylet (PRG), Jacques Myard (LR), Dominique Strauss-Kahn (PS), Denis Baupin (EELV), Michel Sapin (PS) et Georges Tron (LR).
Et les victimes (de gauche à droite) : les élues EELV Sandrine Rousseau, Annie Lahmer, Isabelle Attard et Cécile Duflot.

○ ○ ○ vous ne disposez pas de ce genre de témoignages, vous ne pouvez rien faire, en raison de la présomption d'innocence, des risques d'attaques en diffamation », reconnaît Julien Bayou, l'un des porte-parole d'EELV. Lui, comme d'autres responsables du parti, « savaient des choses ». Ils le reconnaissent. Mais avouent aussi leur impuissance face à cet imbroglio à la fois amical, affectif, hiérarchique, militant et professionnel. « J'avais eu vent de rumeurs, poursuit-il. Une jeune militante m'avait fait état de SMS insistants, multiples, mais pas graveleux comme ceux reçus par Elen Debost. La jeune femme ne voulait pas porter plainte. Donc, dans ce cas précis, vous ne pouvez rien faire. »

Celles qui ont brisé l'omerta espèrent désormais que leur prise de parole fera boule de neige. La pétition « Levons l'omerta », lancée à l'initiative de la militante féministe Caroline de Haas, recueillait pas loin de 15 000 signatures au moment de notre bouclage. Même si certains silences restent curieusement assourdissants, comme celui de la maire de Paris, qui a longtemps travaillé aux côtés de Denis Baupin, et qui n'a pas souhaité répondre à nos questions. « Désormais, il ne faut plus remettre le couvercle sur la cocotte : chaque parti politique doit faire le grand ménage », avertit la députée PS Delphine Batho qui, dans la foulée de l'affaire Baupin, a sommé le ministre des Finances Michel Sapin de s'excuser au sujet d'un geste déplacé à l'égard d'une journaliste. Mais comment faire en sorte que la mobilisation ne retombe pas, comme c'est le cas à chaque fois ? Pour Mariette Sineau, « il y a deux conditions pour que ça change : que les femmes soient plus nombreuses au sommet du pouvoir et qu'elles dénoncent systématiquement ce type de comportement quand elles en sont victimes ou qu'elles en ont connaissance. Le devoir d'un dirigeant politique, quand il a vent de ce genre de conduite, c'est évidemment d'agir, voire de punir ».

Dans l'affaire Baupin, le parquet de Paris vient d'ouvrir une enquête, même si les faits dénoncés par les élues écologistes sont prescrits. « Nous réclamons l'imprescriptibilité des faits, assume Marilyn Balbeck. Pour que ce genre d'acte ne puisse pas être effacé comme sur une ardoise magique. » Un code de bonne conduite à l'usage des élus serait-il utile ou nous ferait-il basculer dans un puritanisme à l'américaine ? « On peut y arriver sans cela, poursuit la juriste de l'AFVT. Avec beaucoup d'éducation, de sensibilisation. Mais à choisir entre l'obligation de laisser la porte d'un bureau ouverte et une agression sexuelle, je choisis sans aucun doute la porte ouverte. » ■ H.G. ET C.R.



VALÉRIE PÉCRASSE
PRÉSIDENTE (LR)
DU CONSEIL RÉGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE

« J'AI MOI-MÊME ÉTÉ HARCELÉE »

« Lorsque j'ai pris connaissance des témoignages en direct à la radio, j'ai été très choquée. On sait que la plupart des prédateurs ciblent des personnes en situation de fragilité personnelle, statutaire, professionnelle. J'ai été moi-même harcelée lorsque j'étais jeune stagiaire en entreprise. À l'époque, comme aujourd'hui, l'omerta prédominait. J'avais élaboré des stratégies d'évitement pour me protéger. Je ne parlais pas car la dénonciation m'aurait apporté beaucoup plus d'ennuis que le silence. J'avais peur qu'on ne me croie pas, qu'on m'accuse de dénonciation calomnieuse. Le fait que les élues soient plusieurs à avoir dénoncé le harceleur est une force. La politique reste un milieu trop masculin. Il m'arrive encore dans certaines réunions d'entendre des choses dignes du RPR des années 80. C'est par la féminisation massive que les mentalités évolueront. »

CÉCILE DUFLLOT

« IL FAUT ALLER PLUS LOIN »

LA DÉPUTÉE ET EX-CHEF DU PARTI AU CŒUR DU SCANDALE
A RÉPONDU À NOS QUESTIONS.



ELLE. Vous semblez très émue par cette affaire, est-ce le cas ?

CÉCILE DUFLLOT. Je le suis en tant que femme, en tant que femme politique et comme ancienne dirigeante du parti. Je suis accablée que ces agissements aient pu avoir lieu chez nous. On ne peut pas passer à côté d'une forme d'examen de conscience. En même temps, je me dis que si c'est chez nous que des femmes ont osé parler, ce n'est

pas un hasard. Depuis toujours, notre famille politique a mis l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les violences sexistes au cœur de son projet.

ELLE. Que saviez-vous des agissements de Denis Baupin ?

C.D. Avec le recul, je me dis que beaucoup possédaient des pièces du puzzle, sans pouvoir le recomposer dans son ensemble. On entendait des rumeurs qui m'ont alertée et conduite à dire aux femmes de mon entourage d'être vigilantes. Puis j'ai eu accès à des témoignages partiels, parce que dans ces cas, la parole des femmes est souvent allusive ou lacunaire. Depuis que ces femmes ont eu le courage de témoigner avec force, je tourne et je retourne cette question dans ma tête. Comment pouvions-nous l'empêcher d'agir, sans plainte ni preuve ? En me disant que, au-delà de l'aspect juridique, nous aurions dû aller plus loin. C'est notre responsabilité collective et j'en prends ma part.

ELLE. Vous dites dans l'enquête de Mediapart : « Certains disaient [...] qu'il avait pris conscience de ses actes et qu'il se soignait », qu'est-ce que cela signifie ?

C.D. C'est la réponse que j'ai obtenue, quand j'ai évoqué, sans savoir jusqu'où il était allé, son comportement avec les femmes. Là encore, je n'avais aucune information précise. On était dans le registre des bribes, des allusions. De plus, on sait que certaines femmes ne veulent pas parler, encore plus dans l'univers politique où cela pourrait constituer un aveu de faiblesse. Difficile de les forcer à s'exprimer ou de les mettre en péril en racontant leurs histoires. De fait, l'exercice que viennent d'accomplir ces huit femmes est rare et surtout très courageux.

ELLE. Ce courage de faire voler en éclats des secrets de famille ?

C.D. En quelque sorte. C'est vrai qu'il y a, dans ce qui arrive aujourd'hui, quelque chose de proche de ce qui se passe dans certaines familles. Nous étions très clairs sur ces questions, et nous le sommes toujours, et pourtant, nous avons subi en notre sein ce type de pratiques. Même si nous avons contribué à briser l'omerta, il faut aller plus loin. Ce dont il est question ici n'est pas seulement une affaire précise dans un parti donné. Ce fléau touche une femme sur cinq dans tous les milieux professionnels.

PORTRAIT EMMANUELLE COSSE

VIOLEMMENT ATTAQUÉE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, LA MINISTRE DU LOGEMENT ET ÉPOUSE DE DENIS BAUPIN FAIT FACE.

La violence des réactions sur Twitter est accablante. Justifier, sous forme de blagues graveleuses, les agressions sexuelles de Denis Baupin par le physique d'Emmanuelle Cosse découle du même sexisme. Celui qui rabaisse et humilie l'épouse, pour déresponsabiliser le mari. « Je voudrais avoir une pensée pour Emmanuelle Cosse parce que ce qu'elle vit est d'une très grande violence », a souligné la ministre de la Santé, Marisol Touraine, sur RTL. Un cauchemar même, y compris pour une combattante aguerrie comme elle, qui s'est retrouvée chef partout où elle s'est investie : de l'association Act Up, dont elle fut la première dirigeante hétérosexuelle et séronégative, au magazine « Regards », où elle s'est fâchée avec la directrice Clémentine Autain, à Europe Écologie Les Verts où elle a été propulsée en un an à la vice-présidence de la région Île-de-France par son amie Cécile Duflot, avant d'en prendre la tête en 2013. Entraînée à la rudesse des luttes et grande bosseuse, « Emma » est réputée inébranlable. « Je ne l'ai jamais vue baisser les bras, confiait au "Monde" son conseiller et ami Gilles Corman, il y a sept mois. Elle a pris la tête des Verts alors qu'elle accouchait de ses jumeaux. Rien ne lui fait peur. » De fait, au micro de France Info, le lendemain des révélations, l'expatronne d'EELV et actuelle ministre du Logement, n'a pas cillé. Ni tergiversé. Elle s'est dite « très touchée en tant que femme, en tant que compagne, en tant que mère et en tant que ministre », s'en remettant à la justice devant la « gravité des faits ». Mais pas assez troublée pour douter de son mari, qu'elle a épousé en juin 2015. Leurs enfants, un garçon et une fille, ont à peine deux ans et demi. Le fils de Denis Baupin, né d'un premier mariage, 8 ans et demi. « Si votre question est de savoir si j'ai confiance en mon mari, c'est oui », a-t-elle assuré. Aucune des victimes ne l'a accusée d'avoir cherché à étouffer les affaires. Elen Debost, une des élues EELV à avoir parlé, dit éprouver « de la tristesse pour elle, peut-être même quelque chose qui ressemble à de la compassion ». « Emma est une femme responsable, intelligente, elle fera son chemin, explique-t-elle. Quand elle dit que "si c'était vrai ce serait très grave", on peut respecter cette parole-là. Ce n'est pas elle la coupable dans l'histoire. » ■ I.D.



ELEN DEBOST

ADJOINTE AU MAIRE DU MANS ET SECRÉTAIRE RÉGIONALE EELV

« DENIS BAUPIN EST L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT »

« Lorsque nous avons appris que le parquet de Paris ouvrait une enquête, on a ressenti plus que du soulagement, de la fierté. On a senti que quelque chose était en train de changer dans la société, ce qui n'avait pas été le cas au moment de l'affaire DSK. C'est une bonne nouvelle pour la démocratie, pour les femmes et aussi pour les hommes.

Denis Baupin est l'arbre qui cache la forêt, il y en a beaucoup d'autres qui sont sans doute concernés. Ce n'est pas propre à EELV. Nous avons commencé à recevoir des témoignages d'autres partis. Nous allons étudier comment s'aider les uns les autres pour faire en sorte que la parole puisse émerger plus simplement, moins douloureusement. »



LAURENCE ROSSIGNOL
MINISTRE DES FAMILLES,
DE L'ENFANCE ET DES DROITS
DES FEMMES

« IL FAUT AMÉLIORER
L'ÉDUCATION SEXUELLE »

« Ce qui est train de bouger aujourd'hui sur la question du sexisme en politique, c'est l'exposition du sujet. Jusqu'à peu, ce phénomène était inexistant dans le débat public et même dans la conscience des femmes. Les mots harcèlement ou sexisme ont longtemps été cantonnés au lexique des féministes militantes. Désormais, ce sont des mots partagés. Reste que le phénomène perdure et qu'il est répandu bien au-delà du monde politique. Pour le combattre, nous disposons d'outils à la fois juridiques et culturels. L'outil culturel, c'est de rendre visible ce qui est invisible. Désigner et dénoncer. Cela permet de faire comprendre aux femmes qu'elles ne sont pas seules face à ces attaques. Sur le plan juridique, deux leviers sont possibles. D'une part rallonger le délai de prescription pour permettre de laisser plus de temps aux femmes pour agir en justice. D'autre part, le dépôt de plainte concernant des actes de harcèlement n'est pas chose facile. Les syndicats peuvent déjà porter plainte avec un mandat des victimes. Je souhaiterais que les associations puissent le faire également. Enfin, je crois qu'il faut améliorer l'éducation sexuelle afin que garçons et filles puissent être sensibilisés à la question du consentement et de la façon dont il doit s'exprimer. »



NAJAT VALLAUD-BELKACEM
MINISTRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

« JE NE CROIS QU'À
UNE CHOSE : LA PRÉSENCE
MASSIVE DES FEMMES »

« J'aimerais vous dire que les jeunes générations de responsables politiques sont naturellement vaccinées contre les errements de leurs aînés, mais je n'y crois pas beaucoup. Tout au plus peut-on dire que les jeunes responsables en question ont grandi dans des écoles mixtes qui leur ont a priori rendu plus familier le voisinage des femmes au quotidien. Les considèrent-ils pour autant comme de véritables égales ? Pas toujours. Moi je ne crois qu'à une chose : la présence massive. C'est en étant nombreuses dans la place qu'on en fait aussi notre place. On dit souvent que quelle que soit la réunion, il faut que les femmes soient au moins 30 % des participants pour qu'elles soient considérées pour ce qu'elles ont à dire plutôt que regardées comme des curiosités (ce qui se traduit au mieux par du paternalisme, au pire par du dédain, quand ce n'est pas de l'agacement)... Voilà pourquoi il nous faut la vraie parité. Pas seulement au gouvernement, mais aussi au Parlement. Parmi les mesures que je suis le plus fière d'avoir fait adopter dans la loi Égalité femmes-hommes du 4 août 2014, il y a le doublement des pénalités financières pour les partis politiques qui ne respectent pas la parité aux législatives par exemple. J'ai noté avec un certain amusement que cela provoquait en ce moment même quelques nœuds au cerveau dans certaines formations politiques... Eh bien tant mieux, c'est le prix de la juste représentativité. »



SANDRINE ROUSSEAU
PORTE-PAROLE D'EELV

« JE ME SENS MOINS RESPONSABLE,
MOINS COUPABLE »

« Nous sortons d'une période très difficile, entre le 21 mars, moment où nous avons parlé aux journalistes de France Inter et Mediapart, et le 9 mai, jour de la publication. Assez rapidement, nous avons découvert que Denis Baupin était au courant de l'enquête puisque son avocat avait écrit aux journalistes pour leur demander de ne pas publier l'article. C'était vraiment une pression terrible pour nous. Nous avons toutes pensé reculer à certains moments. Nous avons peur de la suite. J'appréhendais beaucoup le discrédit qui pourrait être jeté sur nous. Je suis soulagée. Je me sens moins responsable, moins coupable. Toutes les femmes avec lesquelles Denis Baupin avait eu un comportement déplacé présentaient à peu près le même profil, c'est-à-dire des femmes qui arrivaient tout juste à des postes de pouvoir. Or quand vous prenez un poste à responsabilité, vous ne pouvez pas aussitôt attaquer un collègue. Dans toutes ces affaires-là, il y a un avant et un après, du moins c'est ce que j'espère. C'est un avertissement aux hommes politiques et aussi aux partis : "Si vous continuez de couvrir des affaires à partir de maintenant, vous serez plus que coupables, vous n'aurez plus aucune excuse." C'est aussi un signal envoyé aux femmes que de dire : "Nous, on a eu le courage de le faire, maintenant, c'est à vous de vous servir de ça. On l'a fait aussi pour vous. À vous de faire avancer les choses quel que soit le parti auquel vous appartenez." » ■